



**ACADÉMIE
D'AIX-MARSEILLE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction des services départementaux
de l'éducation nationale
des Bouches-du-Rhône

Division des personnels enseignants
Bureau DPE4 Remplacement et formation

Affaire suivie par :
Antoine SERPAGGI
Tél : 04 91 99 68 71
Mél : ce.dpe13-formation@ac-aix-marseille.fr

28 BD Charles Nédélec
13231 Marseille Cedex 01

Marseille, le lundi 14 novembre 2022

Le directeur académique
des services départementaux
de l'éducation nationale des Bouches-du-Rhône
à

Mesdames et messieurs les instituteurs
et professeurs des écoles

S/C de Mesdames et messieurs les
Inspecteurs de l'éducation nationale

OBJET : Congés de formation professionnelle au titre de l'année scolaire 2023/2024

REF :

Code général de la fonction publique

Loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires

Loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat

Loi n° 2007-148 du 2 Février 2007 modifiée de modernisation de la fonction publique

Décret n° 2007-1470 du 15 Octobre 2007 modifié relatif à la formation professionnelle tout au long de la vie des fonctionnaires de l'état

Décret n° 2007-1942 du 26 décembre 2007 modifié relatif à la formation professionnelle des agents non titulaires de l'Etat et de ses établissements publics et des ouvriers affiliés au régime des pensions résultant du décret n° 2004-1056 du 5 octobre 2004

Décret 2017-928 du 6 mai 2017 modifié relatif à la mise en œuvre du compte personnel d'activité dans la fonction publique et la formation professionnelle tout au long de la vie

En application des textes cités en référence, la présente circulaire a pour objet de préciser les modalités de candidature et d'attribution d'un congé de formation professionnelle (CFP) pour l'année scolaire 2023-2024.

DPE4 Formation

Tél 04 91 99 68 71

Mél : ce.dpe13-formation@acaix-marseille.fr

28 bd Charles Nédélec 13231 MARSEILLE Cedex 1

1. Conditions générales et modalités d'attribution

Sont concernés :

Les instituteurs et professeurs des écoles titulaires et non titulaires et en position d'activité.

A noter :

Les personnels titulaires doivent justifier d'au moins 3 années à temps plein de services effectifs dans l'administration.

Les personnels non-titulaires doivent justifier d'au moins 3 années à temps plein de services effectifs dont 12 mois au moins dans l'administration à laquelle est demandé le congé de formation.

Les demandes d'attribution de congé de formation sont classées selon les critères établis après concertation avec les représentants des personnels (*cf. les barèmes de classement des demandes en annexe 1*).

Dans l'intérêt du bon fonctionnement du service public, le congé de formation demandé au titre de l'année scolaire doit être continu et à temps complet.

La durée du congé accordé peut être comprise entre 1 et 10 mois, soit du 1^{er} septembre au 30 juin.

En dehors des périodes de congés de formation inférieure à 9 mois, les personnels réintègrent leur poste d'origine. Pour les périodes de formation supérieure ou égale à 9 mois, leur poste est libéré provisoirement sur l'année scolaire.

Les congés sont accordés dans la limite des budgets et du contingent d'emplois réservés à cet effet.

La dotation départementale, pour l'année 2023/2024 n'est pas encore notifiée à ce jour.

2. Position administrative des personnels en congé de formation professionnelle

Le congé de formation professionnelle est considéré comme une position d'activité.

En conséquence, les personnels :

- continuent à concourir à l'avancement d'échelon (*l'effet financier du nouvel échelon ayant lieu à la réintégration*) ;
- **continuent à cotiser pour la retraite (art L9 du code des pensions civiles et militaires de retraite) ;**
- **sont réintégrés de plein droit à l'issue du congé et conservent leur poste (s'ils étaient auparavant à titre définitif) lorsque la durée du congé n'excède pas un an.**

3. Durée et rémunération

La durée du congé de formation professionnelle ne peut excéder 3 ans pour l'ensemble de la carrière.

Il peut être suivi en une seule fois ou bien réparti au cours de la carrière.

Une indemnité mensuelle forfaitaire égale à 85% du traitement brut et de l'indemnité de résidence est versée dans la limite de douze mois. Cette indemnité ne peut toutefois excéder le traitement et l'indemnité afférents à l'indice brut 650 d'un agent en fonction à Paris (plafond de 2712.50 euros à la date de parution de la circulaire). Elle est cumulable, à titre exceptionnel, avec l'indemnité représentative de logement.

A cette indemnité, il convient de soustraire différentes cotisations (*retenue pour pension civile calculée sur l'intégralité du traitement brut perçu au moment de la mise en congé, la contribution pour le remboursement de la dette sociale (C.R.D.S), la contribution sociale généralisée (C.S.G.) et la contribution exceptionnelle de solidarité.*

Éléments de calcul :

85% X (traitement indiciaire brut à la date du début du congé + Indemnité de résidence) auquel il faut ajouter le SFT (Supplément Familial de Traitement).

Entre le treizième et le trente-sixième mois, le bénéficiaire du congé de formation ne perçoit plus aucune indemnité. Il reste cependant redevable de la cotisation pour pension civile.

4. L'engagement, les contrôles

L'enseignant qui bénéficie d'un congé de formation professionnelle s'engage à suivre la formation de manière assidue et continue. A l'issue de la formation, il s'engage à rester au service de l'une des administrations mentionnées à l'article 2 de la loi du 13 juillet 1983, pendant une durée égale au triple de celle pendant laquelle il aura perçu l'indemnité mensuelle forfaitaire qui est de douze mois maximum et à en rembourser le montant total en cas de rupture de ces engagements.

Le 28 de chaque mois, l'enseignant en congé de formation professionnelle doit impérativement faire parvenir au bureau D.P.E.1 une attestation de présence effective en formation, de suivi des cours ou de renvoi des devoirs (*formation par correspondance*). Cette attestation mensuelle est exigée par les services de la D.R.F.I.P pour le paiement, chaque mois, de l'indemnité forfaitaire.

Tout retard ou tout défaut de production de cette pièce entraînera l'arrêt du traitement.

Les frais de formation (*inscription, fournitures, déplacements, hébergement...*) sont pris en charge par l'agent.

L'attention des agents est appelée sur le fait qu'un projet de formation impliquant un stage en entreprise ou collectivité territoriale devra obligatoirement faire l'objet d'une convention précisant la durée, le cadre de la formation et l'activité envisagée.

5. Modalités de candidature

Saisie de la candidature :

5.1. Demande de congé indemnisé

L'agent devra saisir sa candidature sur le serveur académique intranet (cf. ci-dessous)

(Ne pas attendre les derniers jours pour se connecter ; encombrement du serveur avec risque de ne pouvoir s'inscrire).

En cas de difficultés de saisie de la candidature, prendre contact avec le gestionnaire responsable du dossier à la DSDEN13 à l'adresse référencée dans « affaire suivie par ».

5.2. Demande de congé non indemnisé

L'agent devra faire remonter sa candidature sur papier libre par la voie hiérarchique au plus tard le mercredi 23 novembre 2022 inclus.

Période d'ouverture du serveur d'inscription:

Du lundi 21 novembre 2022 au vendredi 02 décembre 2022 inclus.

Toute demande effectuée hors délai par voie manuscrite ne sera pas prise en considération. Aucune dérogation ne sera possible.

Mode d'accès au serveur académique intranet :

Saisissez l'adresse suivante :

<https://appli.ac-aix-marseille.fr/conform1d>

Attention de ne pas saisir votre dossier sur le serveur du 2nd degré.

(ne pas garder cette adresse dans vos favoris pour garantir le processus d'authentification). L'identifiant et le mot de passe à saisir sont ceux utilisés pour l'accès à votre messagerie académique.

Une fois dans l'application Conform1d, vous pouvez saisir votre candidature en remplissant tous les champs obligatoires.

A la fin de la saisie de la candidature, validez celle-ci et vérifiez qu'apparaît sur l'écran un message indiquant que la demande est enregistrée.

La validation ne sera possible qu'après avoir renseigné tous les champs de l'écran de saisie, et déclaré avoir pris connaissance des dispositions réglementaires et des engagements relevant de ce dispositif.

Aucun numéro d'inscription ne sera communiqué, mais tant que la campagne est ouverte, il est possible de revenir sur l'écran de saisie pour vérifier et/ou modifier votre inscription.

Confirmation de l'inscription par l'accusé de réception:

A partir du jeudi 24 novembre 2022, un accusé de réception (AR) de la candidature des personnels concernés, sera adressé aux intéressés par courriel dans leur école de rattachement administratif.

Cet accusé de réception doit être vérifié et conservé par l'intéressé(e) comme preuve que sa candidature est bien enregistrée. En cas de non réception de cet accusé de réception par l'établissement au plus tard le lundi 28 novembre 2022, il appartiendra à l'agent de contacter la DSDEN13 à l'adresse référencée dans « affaire suivie par ».

Pièces à retourner éventuellement à la DSDEN :

Pour les demandes antérieures à celle présentée au titre de l'année scolaire 2023/2024 et qui ont été formulées dans une autre académie (*ces demandes devant être successives*), le candidat devra adresser une copie de la réponse de l'autorité dont il relevait, quelle que soit la suite réservée à cette (ces) demande(s).

Ces pièces sont à retourner avant le lundi 5 décembre 2022 à l'adresse référencée dans « affaire suivie par ».

N.B : Les enseignants qui auront obtenu un congé de formation et qui souhaiteraient finalement se désister, sont priés de se faire connaître avant le mercredi 1^{er} février 2023, délai de rigueur. Tout désistement engendre la perte du bénéfice de l'ancienneté de la demande.

Le directeur académique

SIGNE

Vincent STANEK

Barème de classement des demandes de congés de formation professionnelle**Personnels enseignants du 1^{er} degré titulaires****1 Ancienneté Générale de Service** (au 01/09/2022)

Les résultats seront triés suivant 4 tranches d'AGS

Groupe 1 : 03 ans < AGS ≤ 10 ans ;

Groupe 2 : 10 ans < AGS ≤ 20 ans ;

Groupe 3 : 20 ans < AGS ≤ 30 ans ;

Groupe 4 : 30 ans < AGS

an : 10 000 points 1 mois : 100 points 1 jour : 1 point

2 Antériorité de la demande :

2 ^{ème} demande consécutive	10 000 points
3 ^{ème} demande consécutive	25 000 points
4 ^{ème} demande consécutive	45 000 points
5 ^{ème} demande consécutive	70 000 points
6 ^{ème} demande consécutive	100 000 points
7 ^{ème} demande consécutive	190 000 points
8 ^{ème} demande consécutive	225 000 points

3 Echelon

A égalité de points, le candidat disposant de l'échelon supérieur est classé favorablement.

A égalité de points et d'échelon, le candidat disposant de l'ancienneté supérieure dans l'échelon est classé favorablement.